

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **128 (1983)**

Heft 1

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344490>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Peu de jours se sont écoulés entre les funérailles de Leonid Brejnev et l'enterrement des illusions que la mort du maréchal - président - secrétaire avait fait renaître chez certains Occidentaux obstinés à s'imaginer que, au Kremlin, la politique change avec les hommes. Comme si ces hommes, même aux commandes, n'étaient pas nécessairement prisonniers de l'appareil qui les secrète, et d'un régime pour lequel toute mutation serait suicidaire. Le style du nouveau maître, son approche des problèmes politico-stratégiques seront sans doute différents de ceux de son prédécesseur; les objectifs seront identiques.

M. Youri Andropov l'a confirmé sans retard. La «normalisation» polonaise suit son cours imperturbable. Lech Walesa est rendu à sa famille, non à son rôle de chef syndical; les camps d'internement sont supprimés, mais la porte des prisons se referme sur l'état-major de *Solidarité*, réduite à la clandestinité malgré la levée conditionnelle de l'état de guerre; les *Zomos* veillent au grain, et les dispositifs d'intervention de l'armée rouge restent en place. Aux Afghans, l'ancien chef du KGB répète ce que Brejnev avait dit il y a trois ans déjà, à savoir que les forces soviétiques se retireront si une «solution politique» est trouvée, une solution

qui, à en juger par les précédents de l'Europe de l'Est, ne devrait rien changer à la colonisation de fait du pays «ami» et à sa soumission aux intérêts politiques et stratégiques de l'URSS. Tout ce que celle-ci attend de M. Karmal, c'est qu'il devienne capable de se charger de la besogne que l'armée soviétique est encore obligée de faire elle-même. Mais ce n'est pas demain la veille. Car la résistance afghane, loin de baisser les bras, s'enhardit, et ajoute à la guérilla un dessein opératif. Le grand axe Termez (URSS)–Kaboul–Kandahar est devenu l'enjeu principal de ses actions, et l'on peut imaginer que l'occupant fera tout, quitte à engager des moyens supplémentaires, pour en conserver la domination. Car cet axe est vital pour le ravitaillement et les mouvements de l'armée rouge comme pour la préparation d'un déboulé éventuel en direction de la mer d'Oman.

La résolution de M. Andropov n'est d'autre part pas inférieure à celle de feu Brejnev en ce qui concerne la compétition nucléaire. Le Kremlin est encore et toujours opposé à l'«option zéro» du président Reagan, c'est-à-dire à l'abandon des SS-20 en échange de celui des *Pershing 2* et des *Cruise Missiles* censés s'installer en Europe dès la fin de cette année, la plus condescendante des nombreuses va-

riantes proposées par l'URSS consistant à réduire de moins de la moitié, mais non à démanteler l'ensemble des missiles pointés sur l'Europe occidentale. Ce qui laisserait aux Soviétiques une capacité de première frappe européenne moins totale que celle qu'ils ont actuellement, mais néanmoins suffisante pour désarticuler le réseau des centres vitaux de l'OTAN, les forces classiques du Pacte de Varsovie pouvant alors aisément faire le reste. Presque simultanément, Moscou s'est réjoui, et on le comprend, des obstacles mis par le Congrès américains au rassemblement, dans le Wyoming, des futurs missiles intercontinentaux MX. C'est au mode d'implantation de ces engins, plus qu'à leur principe, que le Capitole en veut. Mais le fait est que le tripode MX—bombardiers stratégiques—sous-marins nucléaires réarmés risque de perdre un pied. Les deux qui subsisteront en tout état de cause sont certes suffisants pour une représaille efficace au profit du territoire des Etats-Unis. Mais la crédibilité de la résolution américaine est en cause et, par voie de conséquence, celle de leur engagement au bénéfice de la sécurité de l'Europe.

Et cela à un moment où, comme par hasard, la propagande dite «pacifiste» se relance dans les pays européens de l'OTAN, à la satisfaction non dissimulée des Soviétiques, au moment aussi où, affaire de gros sous et d'effectifs, les grandes nations de l'Europe occidentale songent à

tailler dans leurs forces classiques. En dépit des assurances données à Bonn, on voit mal comment ces amputations pourraient rester sans effet direct ou indirect sur la capacité défensive de l'armée britannique du Rhin ou du 2^e CA français stationnés en Allemagne, ainsi que sur leurs appuis aériens. La priorité atomique et son coût servent d'excuse. Mais paradoxalement, dans le même temps et dans la même Europe, un courant de pensée stratégique se développe, qui affirme la possibilité de faire échec au risque nucléaire comme à une offensive soviétique classique par le renforcement substantiel des moyens non-atomiques. La théorie n'est pas sottise, mais encore faudrait-il que, l'équilibre nucléaire étant maintenu ou rétabli, les instruments d'application de cette théorie soient augmentés en nombre et en qualité, et non pas diminués. Si l'Europe occidentale cède à la tentation d'une réduction nucléaire sans équivalence — ce qui serait le cas si elle rejette l'«option zéro» du président Reagan — et se résigne simultanément à laisser au Pacte de Varsovie sa supériorité présente en matière de forces classiques, elle deviendra plus dépendante de la protection américaine, qu'un orgueil vertueux mais stérile lui fait contester; et surtout, elle s'exposera davantage à un chantage dont M. Andropov a d'ailleurs déjà repris la recette de son devancier. Quand le nouveau secrétaire général somme les Européens de se distancer de Washington qui les entraîne «dans

la voie fatale d'un affrontement» et leur réserve «la fonction de paratonnerre dans l'éventualité d'un conflit militaire», il ne dit pas autre chose que M. Brejnev déclarant, il y a quelques années déjà, que l'Europe serait «la première cible nucléaire» dans un conflit provoqué par l'impérialisme des Etats-Unis. Ce nouveau chantage a été plutôt mal reçu. Mais le Kremlin est peu sensible au verbe des autres; il les attend à leurs actes. S'il voit l'Europe et l'Amérique faire ensemble ce qu'il faut pour rendre vaine toute menace et toute agression, on pourra espérer une négociation fructueuse sur la réduction des armements. Sinon...

*
* *

La partie de bras de fer qui se joue sur notre continent nous préoccupe évidemment au premier chef. Il serait pourtant absurde et dangereux de l'isoler de son contexte mondial, alors même, ou peut-être précisément parce que les Etats européens ont peu de prise sur le rapport des forces extérieures sur lequel leur diplomatie, leurs atouts économiques et leurs livraisons d'armes et de technologie pèsent quelque peu, mais jamais de manière décisive. Trois tensions, parmi d'autres, doivent retenir notre intérêt en ce début d'année, justement parce qu'elles ne sauraient rester sans vastes répercussions.

La première concerne l'URSS et la Chine. Moscou, depuis des années,

fait risette à Pékin, dans le dessein évident de récupérer une révolution devenue hérétique par nationalisme. Pékin répond par une certaine complaisance, parce qu'il a acquis après Mao une conception plus désinvolte des rapports internationaux, mais surtout parce qu'il a besoin de tranquillité pour gérer une ascension vers la puissance politique, économique et militaire plus pénible qu'il l'imaginait. De là une approche circonspecte, éclairée par la crainte d'un «hégémonisme» soviétique que les Chinois n'accepteront pas plus demain qu'hier. Mais il y a de la marge entre le simple règlement de litiges frontaliers, provisoirement acceptable pour la Chine, et la reconnaissance d'une suprématie soviétique sur l'Asie. Le monde libre, à commencer par le Japon, les Etats-Unis et l'Asie maritime et centrale, a intérêt à éviter cette dernière extrémité. Pékin le sait, et il ne peut manquer d'user de ce moyen de pression. La question, pour lui, est de savoir jusqu'où il peut aller trop loin dans sa réconciliation avec l'URSS, afin de ne pas perdre les avantages issus de son rapprochement avec les Etats-Unis.

Autre tension lointaine, mais capitale, celle qui s'éternise en Afrique australe. Semblablement affrontés à de violentes oppositions intérieures, mais pour des raisons diamétralement opposées, l'Angola et le Mozambique d'une part, l'Afrique du Sud d'autre part, cherchent à aplanir leurs

différents d'Etat à Etat, ce qui ne doit pas être difficile. Mais dans le même temps chacun se tient en droit d'agir sur le territoire du voisin contre ses propres ennemis. Ainsi voit-on Pretoria casser du Conseil national africain au Lesotho, exercer en Angola le droit de suite contre la SWAPO qui opère contre la Namibie, et donner refuge et assistance à la Résistance nationale contre le régime de Maputo; ainsi voit-on les voisins noirs de l'Afrique du Sud donner asile aux guérilleros de l'anti-apartheid, et l'Angola laisser le champ libre aux corps expéditionnaire cubain et à ses conseillers soviétiques, est-allemands ou autres, dont l'objectif lointain n'est évidemment pas la libération de l'homme noir, mais bien la domination de la route maritime circumafricaine et le contrôle de l'énorme réserve de matières premières rares — chrome, platine, manganèse, vanadium, sans parler de l'or et de l'uranium —, que recèle l'Afrique australe et qui est indispensable à l'industrie du monde occidental.

La troisième tension est au Proche et au Moyen-Orient. La crise libanaise n'est pas dénouée, mais une renaissance nationale s'amorce autour du nouveau président Gemayel. Les conflits internes ne s'éteindront

pas demain. Mais si le chef de l'Etat parvient à reconstituer son armée, et si le monde arabe a l'intelligence et la volonté d'imposer le départ de l'occupant syrien en coïncidence avec celui de l'occupant israélien, le pays retrouvera la maîtrise de son propre destin, condition première de sa réconciliation avec lui-même. Tous les efforts, y compris ceux de l'utile force multinationale d'interposition, devraient tendre à ce but. Quant à la guerre irako-iranienne, faite à répétition d'offensives khomeinistes et de coups d'arrêt réussis par les troupes de Saddam Hussein, elle garde au moins un mérite dans sa sanglante absurdité: celui d'être limitée, les Grands n'ayant pas envie de s'en mêler, et les Etats arabes se gardant d'intervenir activement aussi longtemps que ni leurs intérêts économiques, ni leur position stratégique ne sont directement menacés. Mais le risque subsiste d'une extension que pourrait provoquer l'avantage décisif de l'un ou de l'autre camp. Le moment n'est donc pas venu de fermer les yeux sur cette longue guerre qui épargne encore la route du pétrole mais ronge toujours le monde islamique.

J.-J. C.